Jean-Frédéric Poisson

Pour les articles homonymes, voir Poisson.

Jean-Frédéric Poisson, né le 22 janvier 1963 à Belfort, est un homme politique français.

Il est maire de Rambouillet (Yvelines) de 2004 à 2007 et député de la dixième circonscription des Yvelines entre 2007 et 2017.

En 2013, il est élu président du Parti chrétien-démocrate, fondé par Christine Boutin et renommé Via, la voie du peuple en 2020. À ce titre, Jean-Frédéric Poisson se présente à la primaire de la droite de 2016, finissant en sixième position sur sept candidats.

Après avoir annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de 2022, il décide finalement de la retirer pour soutenir Éric Zemmour. Lors des élections européennes de 2024, il se rapproche de Florian Philippot et figure en 3e position sur leur liste commune.

Situation personnelle [modifier | modifier le code]

Origines [modifier | modifier le code]

Fils d'un technicien dans l'industrie, Jean-Frédéric Poisson grandit dans la Drôme puis dans un quartier HLM de Villeneuve-la-Garenne. Il est l'aîné d'une famille de quatre enfants. Ses parents, bourguignons, sont agnostiques et divorcent alors qu'il a dix ans, en 1973[1].

Formation [modifier | modifier le code]

Décrocheur scolaire, il se prend de passion pour la philosophie en terminale. Il se convertit au catholicisme en plein cours de philosophie, en janvier 1982 : « Ce jour-là, ni apparition, ni illumination, j'ai juste eu la conviction d'être aimé de Dieu, j'ai

Jean-Frédéric Poisson



Jean-Frédéric Poisson en 2021.

Fonctions

Président de VIA, la voie du peuple[a]

En fonction depuis le 16 novembre 2013
(13 ans et 11 jours)

Élection	14 novembre 2013
Prédécesseur	Charles-Henri Jamin (intérim) Christine Boutin

Député français

20 juin 2012 – 20 juin 2017
(5 ans)

Élection	17 juin 2012
Circonscription	10e des Yvelines
Législature	XIVe (Cinquième République)
Groupe politique	UMP (2012-2015) LR (2015-2017)
Prédécesseur	Anny Poursinoff
Successeur	Aurore Bergé

éprouvé une grande sérénité », dit-il. Il se rapproche alors de l'abbaye de Fontgombault, où il effectue des retraites[2].

Il obtient en 2001 un doctorat en philosophie de l'université Paris Sorbonne, sous la direction de Pierre Magnard, avec le sujet « Bioéthique, éthique et humanisme : les lois françaises de 1994 »[3]. Il est aussi diplômé de la faculté libre de philosophie de Paris (IPC) et titulaire d'un master 2 de droit social, obtenu en 2011 à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines[4].

Carrière professionnelle [modifier | modifier le code]

Il dirige une Maison des jeunes et de la culture (MJC) et une colonie pour enfants de la DDASS[1]. Après une expérience de directeur des ressources humaines dans le secteur de la métallurgie, il prend la tête d'une entreprise de conseil en ressources humaines et dialogue social[5,1].

Parcours politique [modifier | modifier le code]

Débuts avec Christine Boutin [modifier | modifier le code]

Il entre en politique en 1993, après avoir rencontré Christine Boutin lors d'un colloque. Celle-ci éprouve de l'admiration pour ce thésard travaillant sur la bioéthique et le recrute, décidant d'en faire son proche collaborateur dès le début des années 2000. Il est tour à tour son directeur de campagne, son directeur de cabinet et son suppléant[1].

Maire de Rambouillet et député des Yvelines [modifier | modifier le code]



Jean-Frédéric Poisson aux côtés d'élus UMP à la manifestation contre le projet de loi ouvrant le mariage aux couples de même sexe, le 13 janvier 2013 à Paris.

Membre de l'UMP, il est élu maire de Rambouillet (Yvelines) après l'entrée de Gérard Larcher au gouvernement Raffarin III. Celui-ci redevient maire de la ville en juin 2007 et Jean-Frédéric Poisson son adjoint.

Il est suppléant de Christine Boutin, députée sortante pour la 10e circonscription des

28 septembre 2009 – 20 mai 2010
(7 mois et 22 jours)

Élection	27 septembre 2009 (partielle)
Circonscription	10e des Yvelines
Législature	XIIIe (Cinquième République)
Groupe politique	UMP
Prédécesseur	*Lui-même* (indirectement)
Successeur	Anny Poursinoff

20 juillet 2007 – 24 juillet 2009
(2 ans et 4 jours)

Élection	17 juin 2007 (suppléant)
Circonscription	10e des Yvelines
Législature	XIIIe (Cinquième République)
Groupe politique	UMP
Prédécesseur	Christine Boutin
Successeur	*Lui-même* (indirectement)

Président de la communauté d'agglomération Rambouillet Territoires

1er janvier 2009 – 9 janvier 2017
(8 ans et 8 jours)

Prédécesseur	Gérard Larcher
Successeur	Marc Robert

Maire de Rambouillet

7 juillet 2004 – 17 juin 2007
(2 ans, 11 mois et 10 jours)

Prédécesseur	Gérard Larcher
Successeur	Gérard Larcher

Biographie

Date de naissance	22 janvier 1963 (63 ans)
Lieu de naissance	Belfort (France)
Nationalité	Française
Parti politique	UMP (avant 2015) FRS/PCD/VIA (depuis 2001)
Diplômé de	Université Paris-Sorbonne
Profession	Directeur des ressources humaines
Religion	Catholicisme

modifier

Yvelines, lors des élections législatives de 2007. Elle l'emporte en obtenant 58,37 % des voix au second tour. À la suite de sa nomination dans le gouvernement Fillon II, il devient député, le 20 juillet 2007. Jean-Frédéric Poisson siège au sein du groupe UMP et à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, où il devient l'un des spécialistes des questions d'emploi. Il est nommé secrétaire national de l'UMP chargé de l'emploi[6].

À la suite du départ de Christine Boutin du gouvernement et de son choix de ne pas reprendre son siège de députée, une élection partielle est organisée[7]. Jean-Frédéric Poisson est élu député le 27 septembre 2009, face à la candidate écologiste Anny Poursinoff, avec 50,01 % des suffrages, soit cinq voix d'avance[8]. Le taux d'abstention avait été particulièrement élevé : 77,2 % au premier tour et 74,0 % au second. Le 20 mai 2010, le Conseil constitutionnel annule l'élection au motif de la distribution d'un tract à la veille du scrutin et du faible écart de voix (réduit par eux dans leurs deux premiers considérant de cinq à une seule voix à la suite d'erreurs dans le décompte des suffrages)[9].


Jean-Frédéric Poisson en 2016.

Une nouvelle élection législative partielle a lieu les 4 et 11 juillet 2010. Jean-Frédéric Poisson est battu au second tour par Anny Poursinoff (Europe Écologie), qui l'emporte avec 51,72 % des voix, toujours dans un contexte de forte abstention (70,58 %)[10].

Jean-Frédéric Poisson est élu aux élections législatives de juin 2012 sur la 10e circonscription des Yvelines avec le soutien de l'UMP, du Parti chrétien-démocrate (PCD), du Parti radical, du Mouvement pour la France, du CNIP, du Nouveau Centre, du Parti libéral démocrate et de France écologie. Il est élu au second tour face à la députée sortante Anny Poursinoff, avec 53,65 % des voix[11].

Il fait partie des dix-sept députés UMP à voter, en octobre 2012, contre le projet de loi autorisant la ratification du Pacte budgétaire européen[12]. En juin 2013, il est élu vice-président de la commission des lois à l'Assemblée nationale. Il préside également une commission d'enquête relative au financement de l'État islamique, qui rend son rapport en juillet 2016, après six mois de travaux[13].

À la suite de la démission de Christine Boutin de son poste de présidente du PCD le 9 juillet 2013, il se présente à l'élection de novembre du nouveau président. Il est élu à la tête du parti le 16 novembre en obtenant 73,28 % des suffrages face à Frédéric Delaitre[14].

Primaire de la droite et du centre de 2016 [modifier | modifier le code]

En tant que président du PCD, il se présente à la primaire de la droite et du centre de 2016, organisée pour désigner un candidat à l'élection présidentielle de 2017.

Pendant la campagne, il dénonce la « proximité » d'Hillary Clinton, candidate à l'élection présidentielle américaine, avec les super-financiers de Wall Street » et sa « soumission aux lobbies sionistes ». Ces déclarations conduisent le Conseil représentatif des institutions juives de France à dénoncer des « propos

abjects » méritant une « sanction exemplaire »[15]. Saisie par son adversaire Nathalie Kosciusko-Morizet, la Haute autorité de la primaire estime qu'il n'y avait pas lieu de donner suite à la demande d'exclusion du scrutin[16,17].

Logo de Jean-Frédéric Poisson pour la primaire présidentielle de la droite de 2016, avec le symbole d'un ichthus vertical.

Terminant sixième (sur sept candidats) à l'issue du premier tour avec 62 346 voix, soit 1,45 % des suffrages, il soutient ensuite François Fillon[18]. En vue du second tour de l'élection présidentielle entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron, il refuse le « front républicain », ne donnant pas de consigne de vote[19].

Au second tour des élections législatives de 2017, la candidate soutenue par La République en marche, Aurore Bergé, l'emporte face à Jean-Frédéric Poisson, investi par LR, avec 64,3 % des suffrages exprimés[20]. Dénonçant la « déloyauté » de cette dernière — précédemment membre de l'UMP puis de LR — et de plusieurs élus de la majorité à Rambouillet qui l'ont soutenue, il quitte le groupe majoritaire au conseil municipal en octobre 2017 et rejoint les non-inscrits[21,22].

Présidence d'Emmanuel Macron [modifier | modifier le code]

En octobre 2017, il co-fonde, avec Nicolas Dupont-Aignan, la plateforme « Les Amoureux de la France », destinée à rassembler la droite au-delà des clivages partisans[23]. Mais des tensions apparaissent entre eux. Après avoir été annoncé en troisième position sur une liste commune aux élections européennes de 2019, le président du PCD est écarté et ne prend pas part au scrutin, dénonçant l'absence d'« horizon politique » et le caractère solitaire de Nicolas Dupont-Aignan[24,25].

Jean-Frédéric Poisson participe comme orateur à la Convention de la droite organisée en septembre 2019 par le magazine *L'Incorrect* et le Cercle Audace[26]. Hostile au projet de loi relative à la bioéthique de 2019, il participe ainsi à la manifestation nationale « Marchons enfants » du 6 octobre 2019[27].

Aux élections municipales de 2020, Jean-Frédéric Poisson lance avec le PCD des participations à des listes de coalition et d'alliances dans de nombreuses villes, dans l'objectif prioritaire de lutter contre l'implantation de La République en marche au niveau local comme au niveau national[28]. En septembre 2020, il fonde avec Paul-Marie Coûteaux *Le Nouveau Conservateur*, une revue favorable à « l'union des droites » lancée à 2 600 exemplaires[29].

Campagne présidentielle de 2022 [modifier | modifier le code]

En juillet 2020, Jean-Frédéric Poisson annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 2022. Se présentant comme un candidat « conservateur », il entend défendre la « souveraineté de la France », la décentralisation et la « culture française »[30,31]. En octobre suivant, le PCD devient « VIA, la voie du peuple »[32].

Jean-Frédéric Poisson se dit en septembre 2021 prêt à retirer sa candidature à l'élection présidentielle de 2022 au profit de celle d'Éric Zemmour si celui-ci adopte des éléments de justice sociale dans son programme et crée une organisation politique n'ayant pas vocation à faire disparaître VIA, la voie du

peuple[33]. Il rallie effectivement Éric Zemmour le 3 décembre, après la déclaration officielle de candidature de ce dernier[34].

Au sein de l'équipe de campagne de Zemmour, il assure la direction de la commission d'investiture pour les élections législatives de 2022[34]. Ses rapports avec Éric Zemmour et d'autres membres de l'équipe dirigeante de Reconquête s'enveniment après les élections présidentielle et législatives[35].

Élections européennes de 2024 [modifier | modifier le code]

En mars 2024, la presse révèle des dissensions majeures au sein de Reconquête. L'absence, entre autres, de Jean-Frédéric Poisson au premier meeting du parti d'Éric Zemmour pour les élections européennes est remarquée. Il évoque notamment un mépris à l'égard de sujets « fondamentaux » ; « le silence des instances de Reconquête » et appelle dès lors à un « rassemblement de listes souverainistes »[36,37].

Jean-Frédéric Poisson lors du meeting d'Éric Zemmour en mars 2022 au Trocadéro (Paris).

Le 4 avril 2024, Jean-Frédéric Poisson annonce que son mouvement VIA, la voie du peuple a trouvé un accord avec Les Patriotes pour former une coalition pour les élections européennes de 2024. Il est placé en 3e position sur la liste de rassemblement conduite par Florian Philippot[38].

Prises de position [modifier | modifier le code]

Sujets sociétaux [modifier | modifier le code]

Le politologue Pascal Perrineau le situe dans la famille conservatrice[39]. Jean-Frédéric Poisson reprend à son compte cette qualification[31].

Proche de la Fondation Jérôme-Lejeune, Jean-Frédéric Poisson se pose en défenseur de la famille traditionnelle ; il est hostile au mariage homosexuel et au renforcement de l'accès à l'avortement.

Il considère que « la France est un pays profondément monarchiste »[40].

Il est opposé au regroupement familial pour les immigrés ainsi qu'au droit du sol, et souhaite faire inscrire « les racines chrétiennes de la France » dans la Constitution. Il estime que l'islam est incompatible avec la République française et la laïcité[41].

Jean-Frédéric Poisson à la Marche pour la vie 2019.

Alliances électorales [modifier | modifier le code]

En 2016, il appelle à « en finir avec le cordon sanitaire autour du FN »[42] et se dit « plus proche sur certains sujets de Marion Maréchal que de Nathalie Kosciusko-Morizet ». Il est cependant défavorable à « des alliances

politiques avec le Front national »[43] mais en faveur d'un rapprochement avec Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan[44]. Alors qu'il est devenu un fervent partisan de l'« union des droites », son parti s'allie avec le Rassemblement national dans quelques villes lors des élections municipales de 2020[45,46].

Question économiques [modifier | modifier le code]

Considéré comme protectionniste et partisan d'une politique sociale, il est favorable au revenu universel et s'oppose au travail le dimanche[1].

Libertés publiques [modifier | modifier le code]

En 2016, lors des débats à l'Assemblée nationale sur la prolongation de l'état d'urgence (mis en place après les attentats de 2015), il déclare : « Il y a longtemps que je ne suis plus convaincu de son efficacité. […] Son efficacité s'est concentrée sur les toutes premières semaines de sa mise en œuvre » ; il indique y voir « la limite du système de réponse uniquement sécuritaire »[47]. Avec 30 autres députés issus de la gauche et de l'extrême gauche, il vote contre cette prolongation.

Dans le cadre de la pandémie de Covid-19, il proteste contre la décision du gouvernement de maintenir l'interdiction des célébrations cultuelles malgré le déconfinement engagé à partir du 11 mai 2020, et se joint à des associations pour déposer un référé liberté contre la légalité de cette mesure. Le Conseil d'État leur donne raison et contraint le gouvernement à assouplir ses critères encadrant l'interdiction des célébrations cultuelles[48].

Politique étrangère [modifier | modifier le code]

Il soutient la candidature de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine de 2016, « pour les intérêts français et pour l'équilibre international », et critique la « dépendance d'Hillary Clinton avec Wall Street »[49,50]. Il émet cependant des réserves sur Trump en raison de ses « frasques personnelles »[51].

En 2015, il rencontre à deux reprises le président syrien Bachar el-Assad. Tout en émettant des réserves sur son régime, il déclare souhaiter son aide pour lutter contre l'État islamique et assurer la protection des chrétiens d'Orient[52,53].

Détail des mandats et fonctions [modifier | modifier le code]

- 25 juin 1995 – juillet 2021 : conseiller municipal de Rambouillet (Yvelines)
- 19 mars 2001 – 6 juillet 2004 ; 18 juin 2007 – mars 2014 : adjoint au maire de Rambouillet
- 7 juillet 2004 – 17 juin 2007 : maire de Rambouillet
- Premier vice-président de la communauté de communes des plaines et forêts d'Yveline
- 1er janvier 2009 – 9 janvier 2017 : président de la communauté de communes des plaines et forêts d'Yveline (devenue Rambouillet Territoires en 2015)
- 20 juillet 2007 – 24 juillet 2009 ; 28 septembre 2009 – 20 mai 2010 ; 20 juin 2012 – 20 juin 2017 : député de la 10e circonscription des Yvelines

Synthèse des résultats électoraux [modifier | modifier le code]

Primaire présidentielle [modifier | modifier le code]

Année	Parti		1er tour			Issue
			Voix	%	Rang	
2016[18]		PCD	62 346	1,45	6e	Éliminé

Élections législatives [modifier | modifier le code]

Année	Parti		Circonscription	1er tour			2d tour		
				Voix	%	Rang	Voix	%	Issue
2009[54]		PCD	10e des Yvelines	9 993	43,93	1er	12 804	50,01	Élu
2010[55]				10 909	40,71	2e	14 104	48,28	Battu
2012[56]				18 357	34,65	2e	28 041	53,65	Élu
2017[20]				9 434	19,12	2e	14 084	35,25	Battu

Ouvrages [modifier | modifier le code]

- *Le Mythe bioéthique* (ouvrage collectif), Bassano, Paris, 2000.
- Pierre Magnard (dir.), *Le Mouvement bioéthique et les Conditions de possibilité de l'éthique : l'exemple des lois françaises de 1994* (thèse de doctorat en philosophie), Paris, université Paris-4, 2001.
- *Bioéthique, éthique et humanisme : les lois françaises de 1994* (thèse de doctorat remaniée), Bordeaux, Les Études hospitalières (LEH), coll. « Thèses », 2003, 412 p. (ISBN 978-2-84874-001-0).
- *Bioéthique, éthique et humanisme*, LEH, Bordeaux, 2004.
- *La Dignité humaine*, Bordeaux, LEH, 2005.
- *Bioéthique : l'homme contre l'homme ?*, Presses de la renaissance, Paris, 2007.
- *Rapport sur la négociation collective et les branches professionnelles*, La Documentation française, 2009.
- *Personne ne doit mourir seul*, éditions universitaires, 2015 (ISBN 978-2-7113-0553-7).
- *Notre sang vaut moins cher que leur pétrole : la France à l'épreuve du Proche-Orient*, éditions du Rocher, 2016.
- *L'Islam à la conquête de l'Occident : la stratégie dévoilée*, éditions du Rocher, 2018.
- *La Voix du peuple*, Monaco/58-Clamecy, éditions du Rocher, 2020, 220 p. (ISBN 978-2268104393).
- *La macronie et l'islamisme : 5 ans de lâchetés*, Paris/14-Condé-en-Normandie, Paris, 2022, 144 p. (ISBN 978-2846213288).
- *La Dictature du Bien*, Nancy, éd. du Verbe Haut, 2026, 180 p. (ISBN 979-1098246210, présentation en ligne [archive]).

Notes et références [modifier | modifier le code]

Notes [modifier | modifier le code]

a. ↑ Parti chrétien-démocrate de 2013 à 2020.

Références [modifier | modifier le code]

1. ↑ a b c d et e Laure Équy, « Jean-Frédéric Poisson dans le grand bain », *Libération*, 9 octobre 2016 (lire en ligne [archive])
2. ↑ Olivia Elkaim, « Jean-Frédéric Poisson, l'inconnu de la primaire » [archive du 26 avril 2017], sur *lavie.fr* via Internet Archive, 28 septembre 2016 (consulté le 5 octobre 2016).
3. ↑ « Thèses.fr - Jean-Frédéric Poisson. [archive] », sur *theses.fr*.
4. ↑ « Primaire de la droite : le parcours de Jean-Frédéric Poisson [archive] », sur *cnews.fr*, 3 novembre 2016 (consulté le 5 septembre 2021).
5. ↑ Emmanuel Beretta, « Jean-Frédéric Poisson, le seul souverainiste de la primaire ! », *Le Point*, 15 septembre 2016 (lire en ligne [archive]).
6. ↑ « Jean-Frédéric Poisson : biographie », *Le Figaro*, août 2016 (lire en ligne [archive], consulté le 5 septembre 2021).
7. ↑ « Boutin renonce à son siège de députée », *Libération*, 23 juillet 2009 (lire en ligne [archive] , consulté le 5 septembre 2021).
8. ↑ « Législatives à Rambouillet : l'UMP gagne avec cinq voix d'avance », *Le Parisien*, 27 septembre 2009 (lire en ligne [archive])
9. ↑ « Décision n° 2009-4534 AN du 20 mai 2010 [archive] », sur *Conseil constitutionnel*.
10. ↑ « La candidate Europe Ecologie élue à Rambouillet [archive] », sur *bfmtv.com*, 11 juillet 2010 (consulté le 5 septembre 2021).
11. ↑ « Élections législatives françaises de 2012 : dixième circonscription des Yvelines [archive] », sur *interieur.gouv.fr* (consulté le 5 septembre 2021).
12. ↑ « Scrutin public sur l'ensemble du projet de loi autorisant la ratification du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'union économique et monétaire (1re lecture) [archive] », sur *assemblee-nationale.fr*, octobre 2012 (consulté le 18 juillet 2020).
13. ↑ France 3 Midi-Pyrénées, « Kader Arif, rapporteur de la commission d'enquête sur Daech : "La grande force de Daech, c'est sa capacité d'attraction" [archive] », sur *france3-regions.francetvinfo.fr*, 20 juillet 2016 (consulté le 5 septembre 2021).
14. ↑ « AFP, « Jean-Frédéric Poisson succède à Christine Boutin à la tête du Parti chrétien-démocrate », *Le Monde*, 16 novembre 2013 (lire en ligne [archive]) »]
15. ↑ Olivia Elkaim, « «Lobbies sionistes»: l'interview de Jean-Frédéric Poisson qui fait des vagues », *Le Parisien*, 28 octobre 2016 (lire en ligne [archive]).
16. ↑ « Jean-Frédéric Poisson renonce à un meeting commun à Paris avec Robert Ménard », *Franceinfo*, 25 octobre 2016 (lire en ligne [archive], consulté le 25 octobre 2016).
17. ↑ « Pas de sanction contre Poisson, candidat à la primaire » [archive du 27 octobre 2016], sur *Capital* via Internet Archive, *capital.fr*, 26 octobre 2016.
18. ↑ a et b Anne-Aël Durand, Pierre Breteau, Enora Ollivier et Alexandre Pouchard, « Second tour de la primaire : les parlementaires de droite penchent pour François Fillon », *Le Monde*, 21 novembre 2016 (lire en ligne [archive])
19. ↑ Victor Dhollande-Monnier, « Nadine Morano refuse le front républicain pour le second tour de l'élection présidentielle » [archive du 25 avril 2017], sur *lelab.europe1.fr* via Internet Archive, 24 avril 2017.
20. ↑ a et b « Résultats des élections législatives de 2017 : dixième circonscription des Yvelines [archive] », sur *interieur.gouv.fr* (consulté le 18 juillet 2020).

21. ↑ « Rambouillet : Jean-Frédéric Poisson claque la porte de la majorité municipale », *Le Parisien*, 15 octobre 2017 (lire en ligne [archive], consulté le 29 juillet 2020).
22. ↑ Malik Laïdi, « Jean-Frédéric Poisson quitte la majorité municipale de Rambouillet », *L'Echo Republicain*, 17 octobre 2017 (lire en ligne [archive], consulté le 29 juillet 2020).
23. ↑ Hadrien Mathoux, « Dupont-Aignan, Poisson et Emmanuelle Ménard lancent leur union des droites... snobée par les droites », *Marianne*, 25 octobre 2017 (lire en ligne [archive], consulté le 26 octobre 2017).
24. ↑ AFP, « Européennes : Poisson à couteaux tirés contre Dupont-Aignan », *Le Point*, 28 mars 2019 (lire en ligne [archive], consulté le 18 juillet 2020).
25. ↑ Reuters, « Européennes : Dupont-Aignan entre en campagne sans poids lourd [archive] » , sur *mediapart.fr*, 28 mars 2019 (consulté le 28 mars 2019).
26. ↑ Hugo Septier, « Convention de la droite : Marion Maréchal et ses proches cherchent une alternative hors partis [archive] », sur *bfmtv.com*, 28 septembre 2019.
27. ↑ « Jean-Frédéric Poisson veut croire à la victoire finale des anti-PMA pour toutes [archive] », sur *francetvinfo.fr*, 7 octobre 2019 (consulté le 15 juillet 2020).
28. ↑ Marylou Magal, « Municipales: Jean-Frédéric Poisson rêve toujours de «l'union des droites» », *Le Figaro*, 20 novembre 2019 (lire en ligne [archive] , consulté le 15 juillet 2020).
29. ↑ « Des partisans de «l'union des droites» lancent la revue *Le Nouveau Conservateur* », *Le Figaro*, 15 septembre 2020 (lire en ligne [archive], consulté le 5 septembre 2021).
30. ↑ AFP, « Jean-Frédéric Poisson candidat à la présidentielle », *Le Parisien*, 16 juillet 2020 (lire en ligne [archive], consulté le 18 juillet 2020).
31. ↑ [a et b] Loris Boichot, « Présidentielle 2022 : Jean-Frédéric Poisson se déclare candidat «conservateur» [archive] », sur *lefigaro.fr*, 16 juillet 2020 (consulté le 18 juillet 2020).
32. ↑ Laurent de Boissieu, « Le Parti démocrate-chrétien devient la « voie du peuple » », *La Croix*, 7 octobre 2020 (lire en ligne [archive], consulté le 19 octobre 2020).
33. ↑ Dinah Cohen, « Présidentielle 2022 : Jean-Frédéric Poisson se dit «prêt à effacer» sa candidature derrière celle d'Éric Zemmour », *Le Figaro*, 22 septembre 2021 (lire en ligne [archive], consulté le 24 septembre 2021).
34. ↑ [a et b] Arthur Berdah, « Présidentielle 2022 : Jean-Frédéric Poisson retire sa candidature et rejoint la campagne d'Éric Zemmour [archive] » , sur *lefigaro.fr*, 3 décembre 2021.
35. ↑ Marylou Magal, « "Les classes populaires sont analphabètes" : Zemmour se lâche, son parti implose », *L'Express*, 21 juin 2022 (lire en ligne [archive])
36. ↑ Atlantico, « Elections européennes : en pleine campagne, Eric Zemmour et Marion Maréchal sont confrontés à une fronde menée par Jean-Frédéric Poisson [archive] », sur *Atlantico*, 23 mars 2024 (consulté le 19 avril 2024)
37. ↑ Nina Jackowski, « La fronde des alliés d'Eric Zemmour et Marion Maréchal [archive] », sur *l'Opinion*, 18 mars 2024 (consulté le 19 avril 2024).
38. ↑ « Florian Philippot et Jean-Frédéric Poisson annoncent une liste commune pour les élections européennes », *Le Figaro*, 4 avril 2024 (lire en ligne [archive], consulté le 19 avril 2024)
39. ↑ Pascal Perrineau, « Les droites en France à l'horizon de 2017 : fractures, diversités et unité », *Le Débat*, vol. 4, n° 191, 2016 (lire en ligne [archive], consulté le 15 octobre 2016).
40. ↑ Samuel Chalom, « Jean-Frédéric Poisson est-il d'extrême droite ? Retour sur la polémique », *Les Echos*, 26 octobre 2016 (lire en ligne [archive], consulté le 5 septembre 2021).
41. ↑ Alexandre Jeziorski, « Primaire de la droite et du centre : Poisson et ses propos très directs sur l'islam », *L'Opinion*, 14 octobre 2016 (lire en ligne [archive], consulté le 17 juillet 2020).
42. ↑ Arnaud Folch, « Poisson : "En finir avec le cordon sanitaire autour du FN" »([Archive.org] • [Wikiwix] • [Que faire ?]), sur *valeursactuelles.com*, 13 octobre 2016 (consulté le 22 octobre 2016).
43. ↑ « "Lobbies sionistes" aux USA : Jean-Frédéric Poisson "demande pardon" à la communauté juive [archive] », sur *francetvinfo.fr*, 24 octobre 2016 (consulté le 24 octobre 2016).

44. ↑ Sylvain Chazot, « Jean-Frédéric Poisson envisage désormais un rapprochement avec Nicolas Dupont-Aignan » [archive du 27 octobre 2020], sur *lelab.europe1.fr* via Internet Archive, 8 novembre 2016 (consulté le 29 avril 2017).
45. ↑ « Rassemblés pour porter les couleurs d'Agnès Marion (RN) dans les arrondissements », *leprogres.fr*, 9 janvier 2020 (lire en ligne [archive], consulté le 5 septembre 2021).
46. ↑ « Le Mans : Le PCD soutient la liste RN aux municipales », *Ouest France*, 7 novembre 2019 (lire en ligne [archive], consulté le 5 septembre 2021).
47. ↑ « Les députés qui ont voté contre l'état d'urgence [archive] », sur *Paris Match*, 20 juillet 2016.
48. ↑ « Célébrations religieuses : le gouvernement sommé de prendre des mesures « moins contraignantes » », *La Croix*, 18 mai 2020 (ISSN 0242-6056, lire en ligne [archive] , consulté le 15 juillet 2020).
49. ↑ « Jean-Frédéric Poisson était l'invité de la matinale de Public Sénat ce jeudi 30 juin [archive] », sur *lepcd.fr*, 4 juillet 2016 (consulté le 14 octobre 2016).
50. ↑ « Quel bilan pour le premier débat de la primaire de la droite ? Posez vos questions en direct », *Le Monde*, 14 octobre 2016 (lire en ligne [archive], consulté le 14 octobre 2016).
51. ↑ Christian Huault, Karine Michel et Thierry Prudhon, « face à la rédaction, J.F. Poisson: "Je suis d'une grande cohérence" », *nice-matin*, 19 octobre 2016.
52. ↑ Tristan Quinault-Maupoil, « À Damas, Jean-Frédéric Poisson reçu par Bachar el-Assad », *Le Figaro*, 12 juillet 2015 (lire en ligne [archive], consulté le 5 septembre 2021).
53. ↑ Justine Faure, « Blagueur, lecteur du Coran et (très) chrétien : qui est Jean-Frédéric Poisson, le moins connu de la primaire de droite ? [archive] », sur *lci.fr*, 14 octobre 2016 (consulté le 5 septembre 2021).
54. ↑ « 2009 [archive] », sur *interieur.gouv.fr* (consulté le 12 avril 2021).
55. ↑ « 2010 [archive] », sur *interieur.gouv.fr* (consulté le 12 avril 2021).
56. ↑ « Résultats des élections législatives 2012 : 10e circonscription des Yvelines [archive] », sur *interieur.gouv.fr* (consulté le 12 avril 2021).

Voir aussi [modifier | modifier le code]

Articles connexes [modifier | modifier le code]

- Liste des députés des Yvelines
- Liste des maires de Rambouillet

Sur les autres projets Wikimedia :

Jean-Frédéric Poisson, sur Wikimedia Commons

Jean-Frédéric Poisson, sur Wikiquote

Liens externes [modifier | modifier le code]

- Site officiel [archive]
- Ressources relatives à la vie publique : Assemblée nationale · Base Sycomore
- Ressources relatives à l'audiovisuel : France 24 · IMDb
- Ressource relative à plusieurs domaines : Radio France
- Notices d'autorité : VIAF · ISNI · BnF (données) · IdRef · LCCN · GND

Portail de la politique française **Portail des Yvelines**
Portail du conservatisme **Portail du nationalisme**

Catégories : Député membre de l'Union pour un mouvement populaire | Personnalité du Parti chrétien-démocrate (France) | Personnalité française du mouvement anti-avortement | Personnalité ayant milité à la Manif pour tous | Député des Yvelines | Député de la XIIIe législature de la Ve République

Député de la XIVe législature de la Ve République | Maire de Rambouillet
Président de communauté de communes | Président de communauté d'agglomération
Essayiste français du XXIe siècle | Personnalité liée à la pandémie de Covid-19 en France
Docteur en philosophie de l'université Paris-Sorbonne
Étudiant de l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines | Naissance en janvier 1963
Naissance à Belfort | Collaborateur de Boulevard Voltaire | Personnalité de Reconquête (parti politique)
Directeur des ressources humaines [+]

La dernière modification de cette page a été faite le 18 octobre 2026 à 05:17. La page a été rendue avec Parsoid.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.
Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.

Politique de confidentialité À propos de Wikipédia Avertissements Contact Contacts juridiques & sécurité Code de conduite

Développement Statistiques Déclaration sur les témoins (cookies) Version mobile